



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources humaines et dialogue social

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Yves BARRAL, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Marie MASSART, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, François VASQUEZ

Ressources humaines et dialogue social - Logement de fonction - Modification de la liste des bénéficiaires - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

La délibération n°13171 du 22 juillet 2015 établit la liste et les modalités d'attribution de concessions de logement au sein de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément aux dispositions du décret n°2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement.

Ainsi, en application de l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990, l'assemblée délibérante fixe notamment la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué gratuitement ou moyennant une redevance.

La loi prévoit expressément qu'un logement de fonction peut être attribué par nécessité absolue de service aux agents occupant l'un des emplois fonctionnels suivants : directeur général d'un EPCI à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants, directeur général adjoint des services d'un EPCI à fiscalité propre de plus de 8 000 habitants. Il convient donc de rajouter dans la liste des emplois, le directeur général des services et l'emploi de directeur général adjoint des services.

Par ailleurs, le Métropole ayant procédé à la vente des domaines de la Providence et de la Pompignane, il est donc proposé d'actualiser la liste des emplois bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue de service en supprimant les deux gardiens des domaines précités.

Dès lors, après avis du Comité Technique, la liste des emplois bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue de service, notamment pour des raisons de sûreté, sécurité ou responsabilité, est établie comme suit :

- le concierge du domaine Bonnier de la Mosson,
- le concierge du Palais des Sports René Bougnol,
- le concierge de la Médiathèque Jean-Jacques Rousseau,
- le concierge du Conservatoire à Rayonnement Régional affecté au bâtiment de Candolle,
- le concierge de l'Ecolothèque de Saint-Jean-de-Védas,
- le concierge du Musée archéologique de Lattes,
- le gardien de l'aire d'accueil des gens du voyage de Bionne,
- les emplois fonctionnels de directeur général des services, directeur général adjoint des services.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de fixer la liste des emplois pouvant bénéficier d'un logement de fonction pour nécessité absolue de service telle que précisée ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-145054-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.